DEUXIÈME ANNÉE — N° 57 LE NUMÉRO : 0 fr. 50 JEUDI 7 OCTOBRE 1937

LA LUTTE OUVRIÈRE

Rédaction-Administration - **15, passage Dubail** (54, Bd. Magenta) **Paris X^e**
ABONNEMENTS
France : 1 an : **22 frs.** ; 6 mois **11 frs.** ; 3 mois **5 frs.**
Etranger : 1 an : **40 frs.** ; 6 mois **20 frs.** ; 3 mois **10 frs.**
Compte Chèque Postal : **Alfred BARDIN** : n° **1907-81 Paris**

Vendredi 22 Octobre à 20 h. 30

SALLE WAGRAM
Métro : ÉTOILE

Contre les Crimes de la Guépéou en Espagne
GRAND MEETING du C. D. R. E.
Orateurs : **ROUS**, du P. O. I. - **GABARD**, des J. S. R.

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevick Léninistes) - Section Française de la 4e Internationale

BAS LES PATTES devant les 40 heures !

LE PATRONAT dénonce les conventions collectives et les 40 heures.
CHAUTEMPS-BONNET s'engagent à réprimer férocement les occupations d'usines.

SIGNAL D'ALARME !

Il faut enrayer d'urgence la contre-offensive patronale et fasciste
Préparons LES OCCUPATIONS DE MASSE des usines, des chantiers, des bureaux.

NOUVELLE dépréciation de la monnaie. La livre à 150 francs. Le prix de la vie augmente chaque semaine. Les manœuvres d'accaparement sont combinées avec les manœuvres de hausse.

Le pain est passé de 1 fr. 80 à 2 fr. 60, le lait de 1 fr. 20 à 1 fr. 90, le beurre de 18 fr. le kilo à 25 fr. Les trusts organisent l'accaparement de denrées comme le sucre. La fuite des capitaux est préparée dans les cabinets mêmes du ministre des Finances par les Baumgartner et Cie. Le but de cette spécialisation, de ce chantage ? Faciliter la répression contre la protestation de masse des exploités, des spoliés : les ouvriers, les fonctionnaires, les paysans. Faciliter le torpillage des 40 heures sous couleur d'aménagements et sous prétexte d'accroître la production. Sur la base des décisions gouvernementales elles-mêmes, nous dénonçons la complicité des ministres radicaux Bonnet, Chautemps et de leurs collaborateurs « socialistes », dans l'exécution du plan de la réaction et du patronat.

Pitoyables tentatives de diversion de l'Humanité, pour masquer aux ouvriers le danger, et trouver dans les paroles ministérielles des « apaisements » ! Misérables, les éloges des réactionnaires Gardey et Cie, les hommes de l'ennemi !

Les ouvriers, tous les travailleurs attachés à ce qui reste des conquêtes de juin, arrachées de haute lutte contre les bourgeois fascistes ou radicaux, doivent être placés en face du péril.

LES patrons ne demandent rien d'autre au gouvernement que d'entrer dans la voie des actes, de l'application de ses décisions.

Et eux-mêmes, ils donnent les premiers l'exemple des actes : les licenciements de délégués qui continuent; la dénonciation des conventions collectives (exemple : employés), l'organisation du sabotage et des provocations.

L'effervescence grandissante du monde du travail, la volonté d'action dans les usines, les manifestations de fonctionnaires, contraignent le gouvernement à manœuvrer pour mettre les ouvriers devant le fait accompli du torpillage des 40 heures, et pour mieux briser leur action revendicative pour l'échelle mobile, le contrôle sur l'embauche, l'augmentation des traitements. C'est pourquoi, on ne peut lutter contre le plan du patronat contre les 40 heures, qu'en dressant en même temps les travailleurs contre ses exécuteurs au gouvernement, MM. Bonnet, Chautemps et Cie.

MM. Thorez, Jouhaux et Cie, vous vous dites partisans du maintien des 40 heures; mais dans le même temps vous soutenez Chautemps, Bonnet et Cie, les instruments du coup contre les 40 heures.

Dans le même temps, vous participez à cette enquête secrète sur la production, ou avec votre approbation (seul le délégué des employés a rompu avec cette entreprise d'escroquerie et de sabotage des lois sociales) les patrons et le gouvernement s'apprêtent à « aménager », selon l'expression hypocrite, la loi des 40 heures. Vous vous apprêtez à accepter cet « aménagement », à la condition, avez-vous dit, qu'on affecte les salaires des heures supplémentaires à la retraite aux vieux. Mais les travailleurs qui voient s'accroître en 1938, le budget de guerre de nouveaux milliards, payés par eux-mêmes, en ont assez et veulent que la retraite aux vieux soit supportée par les riches qui regorgent de dividendes, ainsi que les chiffres publiés dans l'Humanité le démontrent.

Assez de duperies ! Il aut être avec les ouvriers ou avec les bourgeois. Etre avec Chautemps-Bonnet et ses collaborateurs « socialistes », c'est être contre les ouvriers.

NOUS sommes, nous autres bolcheviks-léninistes, sans la moindre réticence contre les Chautemps et les Bonnet et les Gardey que la réaction fasciste pousse en avant pour déblayer le terrain à son profit. Nous sommes pour l'organisation dans les usines, dans les chantiers, dans les bureaux de la riposte de masse, pour imposer l'échelle mobile, le contrôle sur l'embauche et la débauche, les conventions nationales, pour briser net l'attaque contre les 40 heures.

Nous disons que devant un ennemi renforcé, cette lutte doit être préparée par les envois de délégués, l'oragnisation de comités d'usines, leur liaison avec les comités de quartiers de lutte contre la vie chère, l'organisation des conseils paysans. Nous disons qu'il faudra se préparer par la milice, à briser les agressions des jaunes et des fascistes. Nous proposerons la nécessité du contrôle ouvrier et paysan dans la production, comme seul moyen de lutte contre les manœuvres et provocations du capital comme l'étape vers l'expropriation des expropriateurs par le gouvernement ouvrier et paysan.

LA LUTTE OUVRIERE.

LA GUEPEOU DEMASQUEE !

APRÈS L'ASSASSINAT DE LUDWIG REISS

La police a procédé à 8 arrestations parmi lesquelles se trouvent des gens ayant milité dans le Parti Communiste français.

Nous ne laisserons pas étouffer cette affaire comme l'a été l'assassinat impuni de **Navachine** *et tant d'autres.*

Notre camarade Ludwig REISS

Nos accusations précises portent.

Nous avons dénoncé tout d'abord dans le silence général, les crimes du Guépéou, accomplis selon un plan prémédité contre les révolutionnaires : après Berneri, Nin, après Nin, Reiss.

Par la même chaîne passent le cambriolage de la rue Michelet, des archives de Trotsky, les préparations d'attentats contre Trotsky au Mexique.

Bien entendu, les hommes de la Guépéou, leurs alliés, leurs amis, les Doriot et Cie, les fascistes français, cherchent à tirer parti de l'affaire, des agents du Guépéou démasqués dans l'assassinat de Reiss. *Mais ils se casseront les dents.*

En réalité, l'activité du Guépéou est ces derniers temps surtout dirigée contre les révolutionnaires. Toutes les fois qu'ils l'ont pu les fascistes ont aidé cette besogne et en tout cas, s'en sont félicités.

Quant aux révolutionnaires, ils continuent leur lutte implacable contre le fascisme, tout en saisissant l'occasion favorable de démasquer le gangstérisme staliniste, les groupes terroristes du Guépéou, qui font le jeu de l'ennemi, en détruisant l'avant-garde.

Nous dénonçons les VRAIS assassins de Nin, de Reiss, qui sont les agents matériels d'exécution, mais avant tout ceux qui ont dressé le plan et donné l'ordre : Staline, Yégou.

Toute la classe ouvrière doit suivre attentivement les faits écrasants contre la bureaucratie de Staline ; elle doit réagir avec vigueur pour empêcher que les fascistes en les utilisant, et pour qu'en définitve, la tâche d'assainissement des mouvements ouvriers et de son renforcement, se poursuive dans de meilleures conditions. C'est pourquoi tous les camarades assisteront en masse au meeting de Wagram du 22 octobre contre les menées du Guépéou particulièrement en Espagne, où les orateurs du P. O. I. et des J. S. R., feront le procès accablant de la politique d'assassinat des révolutionnaires par Staline.

A NEW-YORK

La Commission Internationale d'Enquête sur le Procès de Moscou déclare que **Trotsky** a été victime des accusations les plus miserables et les plus mensongères !

Nous recevons la nouvelle d'Amérique, que la Commission d'Enquête sur le procès de Moscou *a reconnu formellement l'inanité complète de toutes les accusations de Staline, dans les procès de Moscou et a en particulier lavé Léon Trotsky des monstrueuses calomnies de la bureaucratie thermidorienne.*

Il est à peine besoin de souligner l'importance de ce verdict qui est celui non de « trotskystes », mais de personnalités de toutes tendances du mouvement ouvrier, de personnalités du monde littéraire et scientifique, de jocistes.

Dans notre prochain numéro, nous commencerons la campagne, pour rendre publics les travaux et résultats de la Commission d'Enquête.

UN ATTENTAT CONTRE TROTSKY ?

La T.S.F. a annoncé que le gouvernement mexicain avait découvert un attentat contre Léon Trotsky. Cette nouvelle a-t-elle une corrélation avec l'annonce des résultats de la Commission d'Enquête dont l'effet a été écrasant pour les stalinistes, en Amérique ? Nous reviendrons également sur cette question.

EN TCHÉCO-SLOVAQUIE

Les Staliniens sont obligés de reconnaître qu'ils avaient lancé contre nos militants des accusations fausses.

Lire l'article dans le prochain numéro.

La France aux français ? non ! La France aux Travailleurs !

Quel est le résultat de la campagne contre l'étranger, engagée à la suite de la provocation de l'Etoile, campagne menée par les fascistes, le *Petit Journal* en particulier, contre les « trotskystes » et alimentée par l'*Humanité* sous le signe de la « France aux Français » et de l'antitrotstkysme?

Les résultats, on les connaît : des milliers d'antifascistes émigrés honnêtes persécutés, traqués, expulsés, tout d'abord.

Deuxième temps : *l'expulsion scélérate de milliers de réfugiés antifascistes espagnols, des femmes, des enfants, des vieillards, chassés de leur pays par la barbarie franquiste.*

Les agents franquistes, riches et protégés par les passeports diplomatiques, pourront se permettre de rester en France.

Les femmes, les enfants, les vieillards du peuple travailleur d'Espagne sont renvoyés sous les bombes.

Le P. O. I. est indissolublement lié aux travailleurs immigrés dans la répression, dans la misère et dans le désarroi. Il dénonce l'absurde et criminelle campagne « La France aux Français », qui a permis ce crime. Il demande aux travailleurs de France, d'imposer le droit d'asile effectif « La France aux Travailleurs ».

Dans notre prochain numéro, nous commencerons une campagne pour montrer la misère des travailleurs immigrés.

Dans tous les pays

Les bolchevicks-léninistes persécutés mais irréductibles tiennent tête à la meute fasciste et bourgeoise.

—o—

En Autriche

Nos Jeunes Camarades condamnés à plusieurs années de prison adressent au prolétariat mondial un magnifique appel pour la lutte révolutionnaire.

—o—

En Indo-Chine

Notre vaillant camarade **THA-THU-THAU** *en danger de mort fait depuis 20 jours la grève de la faim.*

Lire nos informations page 2.

ANNIVERSAIRES

Il y a 20 ans ...

En Russie, Lénine et Trotsky conduisaient les ouvriers et les paysans à la victoire.

Il y a 10 ans ...

Trotsky était exclu du Comité éxécutif de l'Internationale Communiste.

OCTOBRE 1917... Sous la direction ferme et clairvoyante des deux chefs du Parti Bolchevik Lénine *et* Trotsky, *les ouvriers et paysans russes ont pris le pouvoir et écrasé les armées blanches.*

OCTOBRE 1927, *voici un peu plus de trois années que Lénine est mort avant d'avoir pu terminer son œuvre, et déjà la réaction thermidorienne progresse à pas de géants.*

OCTOBRE 1937,

Toute une couche de bureaucrates privilégiés placée par Staline à tous les postes décisifs de l'Etat et du Parti, se développe sans arrêt comme une formidable toile d'araignée ayant ses ramifications partout et apparaît comme une force contre-révolutionnaire.

*C'est la lutte ouverte de cette clique stalinienne contre l'*Opposition communiste de gauche internationale *conduite par Trotsky.*

C'est la lutte des partisans du « socialisme en un seul pays » opposée à la théorie marxiste de la « Révolution permanente ».

SUR l'instigation de Staline, *la Tchéka et la Guépéou, baillonnent, pourchassent, emprisonnent, déportent dans les isolateurs, fusillent dans les cachots, les communistes de la première heure, ceux qui pendant les journées décisives de la révolution d'octobre se lançaient à l'assaut, à la tête des bataillons ouvriers en armes.*

Après une campagne abominable de faux grossiers, de mensonges, où Staline, *pour les besoins de sa cause, remanie l'histoire, sa clique sape petit à petit la popularité de Trotsky et lui retire les uns après les autres ses postes dirigeants dans l'Etat soviétique.*

Enfin le 27 septembre 1927, *après un semblant de « jugement » le C.E. de l'I.C., entièrement soumis à la bureaucratie stalinienne, exclut Trotsky du Comité Exécutif de l'*Internationale Communiste, *avant de l'exclure quelques semaines plus tard du Parti Communiste Russe.*

A GRANDS PAS VERS LA GUERRE

La réponse aux accords de Nyon : L'entrevue Hitler-Mussolini

La situation internationale caractérisée par les suites des accords de Nyon, la rencontre Mussolini-Hitler ; l'acceptation de fait, c'est-à-dire la couverture par la S. D. N. de l'intervention fasciste en Espagne et en Chine, évolue avec une extraordinaire rapidité.

Hier, c'était avec Nyon, le danger de guerre porté à un degré incomparablement plus aigü. Aujourd'hui, c'est le contre-coup : une sorte de détente recherchée par l'impérialisme français et anglais, accepté par Hitler, Mussolini, pour gagner du temps, augmenter sur le dos du peuple travailleur le fardeau de l'armement, et préparer d'autant mieux la guerre.

Les accords de Nyon étaient dirigés contre l'Allemagne et principalement contre l'Italie. Mais extrêmement significatif est le fait que l'Italie y adhérera. Ces messieurs pour mieux préparer l'hécatombe des peuples, jouent la comédie diplomatique, *de part et d'autre.*

La S. D. N. est le théâtre de cette comédie diplomatique réservée principalement aux « démocraties ». Elle est destinée à formuler périodiquement quelques constatations solennelles. Et encore ! Il convient de dire que s'il y a eu « intervention », il n'y a pas eu « agression », et en outre il faut se garder de désigner les puissances intéressées : l'Allemagne, l'Italie. Nous ne soulignons ces pitreries sur le dos de la vie des peuples, autrefois évidentes, pour tous les prolétaires, que parce que tous les efforts des Staline, Litvinov, Péri, et des chefs de la IIe Internationale, consistent à orienter les espoirs des masses vers la S. D. N., et ses solutions dites de sécurité « collective ».

(Lire la suite page 2, 1e colonne)

En réalité, sur la question de l'Espagne, comme sur la question de la Chine, la S. D. N. se révèle se qu'elle n'a jamais cessé d'être : « un antre de brigands impérialistes » qui jouent la comédie.

Demander aux « brigands impérialistes » d'intervenir contre d'autres brigands, ainsi que ne cesse de le réclamer M. Péri, c'est leur demander de faire la guerre. Mais pour la préparer et la déclancher, Londres et Paris n'ont pas besoin des conseils de M. Péri. Seul le concours pratique pour l'union sacrée leur suffit.

Avec la participation du parti de M. Péri, ces gouvernements « démocratiques » ont augmenté de dizaines de milliards leurs budgets de mort.

Mais, ils désirent non pas aider les combattants de la République espagnole, et le peuple chinois, mais sauvegarder les intérêts de leur capital financier, dans la mesure où le fascisme de Mussolini et l'hitlérisme, leur assurent cette sauvegarde, c'est avec satisfaction que MM. les bourgeois parlementaires ou radicaux de Londres et de Paris, voient les victoires de Franco et du Mikado. Ce qui ne les empêche nullement d'obtenir avec la promesse de leur appui éventuel, l'écrasement des ouvriers et de leurs conquêtes dans le camp gouvernemental.

C'est pourquoi, ces démarches conciliatrices, et en particulier la dernière en date, la note du Foreign Office et du Quai d'Orsay à Mussolini sur la question du retrait des volontaires, sous peine de la reconsidération du problème de la « non intervention », sont dans la règle du jeu. Une comédie de plus.

« Ne menacez pas mes intérêts, disent les « démocrates », sinon... je vous fais la guerre. »

« Bien entendu, si vous vous bornez à écraser la démocratie espagnole ou le peuple chinois, alors nous pourront nous contenter de laisser faire et même d'aider. »

C'est actions de bourse, comptes en banque, titres de propriété de mines, privilèges des moyens de communications en mains, que se négocie l'affaire.

La négociation bien entendu n'exclut pas l'action qui est d'une part la couverture de l'intervention fasciste, d'autre part la préparation gigantesque de la guerre sur le dos des peuples à Londres et à Paris.

Telle est la politique réelle des gouvernements conservateurs d'Angleterre et de « Front Populaire » de France. Avec l'appui de leur fascisme, de leur réaction, de leurs soutiens et collaborateurs socialistes, de leurs soutiens de fait « communiste ».

Pour défendre les libertés démocratiques contre Franco-Hitler-Mussolini-Doriot-et-Cie, il faut briser le blocus en France par une occupatoin de masse, il faut dénoncer la criminelle répression du Guépéou de Valence contre les meilleurs combattants, aider directement les organisations d'Espagne qui restent sur les positions de lutte de classe (comités...).

Pour empêcher la guerre, il faut non pas soutenir les gouvernements « démocratiques » de Londres et de Paris, qui préparent le carnage, mais dresser les masses contre ces gouvernements, défendre contre eux la « démocratie » menacée, aussi par ces gouvernements (répression coloniale, etc). Lutter contre le fascisme par les méthodes des ouvriers, par les milices, par les Comités, c'est-à-dire en préparant dans la lutte la véritable démocratie, la *démocratie soviétique*, le véritable système international qui permettra l'autodétermination nationale et les relations pacifiques entre les peuples : *les Etats-Unis soviétiques d'Europe.*

EN ESPAGNE

La réaction dans l'Espagne gouvernementale

Tandis que Maurin, secrétaire général du P. O. U. M., est soumis dans les cachots de Franco, à une procédure scélérate pour le conduire à la mort, dans l'Espagne gouvernementale, on prépare par les mêmes voies l'assassinat des camarades de Maurin : Audrade, Gorkin, Bourcet, etc...

Tandis que la procédure secrète la plus perfide continue, ordonnée par les agents du Guépéou, on arrête à Valence, à Barcelone même, les avocats. L'ancien sous-secrétaire d'État à la Justice du ministère Caballero, a été arrêté. Motif ? On veut le soustraire aux assassinats.

La persécution continue contre les révolutionnaires et journalistes étrangers. ErwinWolf, est toujours en prison au secret, dans un lieu ignoré. Ce fait ignoble contre ce camarade, dont on prépare l'assassinat, a été condamné par de nombreux journalistes, députés, avocats de France et de Tchécoslovaquie. Le député a fait une intervention au nom du Cartel de Défense des antifascistes emprisonnés en Espagne Gouvernementale, auprès du Consulat tchécoslovaque.

A ces faits de répression contre d'honnêtes militants, correspondent des faits politiques d'une haute signification : la réunion des Cortès, la rentrée des Conservateurs Maure, et Valladares, se portant garants au nom de la propriété capitaliste, de l'Espagne gouvernementale.

Ce sont les fuyards, les bourgeois de juillet 1936, qui viennent donner des ordres. Les combattants qui ont sauvé Barcelone, Valence, Madrid, sont emprisonnés ou persécutés par la coalition Guépéou-bourgeoisie.

Au meeting de Wagram du 22 octobre, nous dénoncerons les faits, et définirons la politique de soutien effectif de la révolution espagnole !

CHEZ LES PEUPLES OPPRIMÉS

LE TOCSIN A SONNÉ EN AFRIQUE DU NORD...

LE BOURREAU SARRAUT EN AFRIQUE DU NORD.

L'impérialisme ne peut faire de concessions que pour enchaîner les masses indigènes.

La famine continue à faire ses ravages en Afrique du Nord. Et pourtant, le blé ne manque pas. Nous lirons par exemple dans le compte rendu de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société des Moulins du Maghreb (Groupe Finaly) que les récoltes 35 et 36 ont été insuffisantes, mais en même temps, le rapport précise que la société a pu constituer un stock correspondant à 1/6 de la fabrication annuelle, et exporter en France 17.500 tonnes de farine et que les bénéfices réalisés s'élèvent à 2.427.117 frs pour un capital de 40.000.000 de francs.

Dans le même temps, le gouvernement accorde des crédits ridicules pour remédier à la misère. C'est ainsi que dans la région de Safi, il n'accorde pas plus de 100.000 francs aux travaux d'irrigation et pendant ce temps, les compagnies comme l'Office chérifien des Phosphates, réalisent un bénéfice annuel de 66 millions !

Sur la base de la famine, la lutte de classe se développe au Maroc et dans toute l'Afrique du Nord. A Marrakech, ce sont à l'occasion du voyage de M. Ramadier, des manifestations que la presse attribue à la populace ; mais toutes les descriptions montrent comment la famine pousse ces ouvriers et paysans misérables à réclamer de quoi vivre. 60 « meneurs » nationalistes ont été arrêtés et condamnés. 18 d'entre eux, dont 5 dirigeants locaux du mouvement nationaliste : Abdelkader Hassan, Ahmed ben F'Dil, Moulay Abdallah ben Brahim, Abdelkader el Mesnoui et Mohamed el Melkha, ont été condamnés à 3 mois de prison pour avoir manifesté.

A Alger, la Police a dissout par la force une réunion privée du Parti du Peuple Algérien tenue au siège de celui-ci. Une trentaine d'Algériens ont été blessés, ainsi que dix agents et un commissaire de police.

Mais le plus significatif est certainement la lutte qui se développe entre les ouvriers et les paysans pauvres et la bourgeoisie et la bureaucratie indigènes, loyaliste et collaborationniste.

A Mateur, en Tunisie, 3.000 néo-destouriens)parti analogue au P.P.A.), ont assailli un cortège de vieux destouriens, conduits par le cheik Taalbi, père du « destour » (collaborationniste). Il y a eu des coups de feu. Bilan : un mort et vingt blessés, une centaine d'arrestations.

Près d'El Menzel, au Maroc, le caïd Larbi, a été assailli par des cultivateurs pour avoir fait arrêter plusieurs des leurs. Le cheik Larbi est dans un état désespéré.

Ainsi le mouvement indigène s'élève peu à peu d'un caractère national bourgeois à un caractère social plus prononcé. Nul doute que ce soit là une des raisons essentielles du voyage du bourreau colonialiste Sarraut en Afrique du Nord. Péri, dans « l'Humanité » peut bien espérer qu'il n'y va pas pour réprimer : la répression de Moutet continuera à frapper les ouvriers et paysans révolutionnaires, *même s'ils sont staliniens.*

Mais Péri, montre le bout de l'oreille : Sarraut va en Afrique du Nord pour « réprimer les menées anti-françaises » susceptibles de diminuer le potentiel militaire de la France.

On sait que cela veut dire la répression contre les révolutionnaires. Péri explique cela ainsi : « Deux puissances s'efforcent de diminuer la capacité de la France, elles sont installées sur ces lignes et elles ont transformé leurs agences diplomatiques en Afrique du Nord en centres d'espionnage et d'agitation contre la France. Ces deux puissances sont l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste. » Mais pour inspecter le fonctionnement des liaisons méditerrannéennes, point n'est besoin d'aller en Afrique du Nord. En réalité, il s'agit de mobiliser les peuples nord-africains pour la défense de l'impérialisme français.

Pour cela, explique Péri, il faut accorder satisfaction aux revendications des peuples affamés. Il ne met d'ailleurs en avant aucun mot d'ordre précis, car il sait fort bien qu'il ne peut s'agir que de mesures démagogiques, avec lesquelles on trompera peut-être les ouvriers de la métropole, mais pas les masses indigènes. Aussi, répliquons-nous : en Afrique du Nord, les travailleurs ne possèdent qu'un droit : celui de crever de faim. L'impérialisme français est leur ennemi le plus féroce : ils n'ont pas à le défendre. Pour arracher satisfaction à leurs revendications, ils n'ont qu'un moyen : l'action de masse contre les colons et contre l'impérialisme, avec comme objectif immédiat :

Les libertés politiques, l'amnistie pour les militants emprisonnés ;

La distribution immédiate du blé et des farines stockés ;

Le prélèvement sur les grosses sociétés capitalistes pour financer les travaux hydrauliques.

Cette lutte doit avoir comme objectif central une assemblée nationale constituante à laquelle participeront les représentants de toutes les masses indigènes. Dans la paix comme dans la guerre, cette lutte n'est possible que par la fraternisation entre les masses nord-africaines et le prolétariat de la métropole, dans la lutte pour le renversement de la bourgeoisie française et pour s'emparer du pouvoir en France et dans les colonies.

EN INDOCHINE

Au secours de Tha-Thu-Thau

Tous les jours la police du gouvernement Chautemps arrête, emprisonne et torture des ouvriers révolutionnaires, distribuant à tour de bras de lourdes condamnations.

Notre vaillant camarade **Tha-Thu-Thau,** représentant du peuple d'Indochine en est à son **20e jour de grève de la faim !** Il a la moitié du corps complètement paralysé et ne tient plus sur ses jambes.

Malgré son état lamentable la police l'a transporté de l'hôpital au Palais de justice pour le juger. On a dû asseoir Ta-Thu-Thau sur une chaise. Il n'a pu être interrogé.

Mais le tribunal a refusé le renvoi, les juges tiennent à le condamner.

Nos camarades bolcheviks-léninistes d'Indochine ne cachent pas que la vie du révolutionnaire Ta-Thu-Thau est en danger et nous demandent de les aider et de le soutenir.

Deux autres camarades **Tien et Phu,** recourent, eux aussi, à la grève de la faim, pour protester contre leur incarcération arbitraire. Ils sont dans un état alarmant et ont dû être transportés à l'hôpital.

Pendant ce temps le député stalinien Honel a le cynisme d'aller féliciter le gouverneur Pagès !

Au moment où des milliers d'ouvriers annamites sont lourdement condamnés pour tentative de former des syndicats, le bureaucrate de Clichy exhorte les travailleurs d'abandonner toute activité syndicaliste pour se constituer en associations amicales.

Mais ce valet de Staline oublie que les masses annamites ne marcheront point dans leur ligne. Malgré ses exhortations au « calme », malgré une répression sauvage et sans exemple du Front Populaire, elles se dressent partout dans la lutte directe pour la conquête de leur pain et de leur liberté sous le drapeau de la IVe Internationale. !

EN AUTRICHE

L'APPEL DE NOS CAMARADES

Il y a quelques semaines, plusieurs bolcheviks-léninistes d'Autriche étaient condamnés par la justice fasciste à plusieurs années de prison pour leur propagande révolutionnaire. Nos camarades ont malgré tout réussi à nous faire parvenir la lettre suivante :

« Devant la pleine préparation à la guerre mondiale impérialiste qui commence, les trotskystes viennois ont dit leur foi dans la révolution prolétarienne mondiale. Pendant quel le stalinisme russe et espagnol arrête et massacre nos camarades comme des « fascistes » et des « contre-révolutionnaires », nous autres trotskystes, avons proclamé devant la justice de classe fasciste notre foi dans le communisme révolutionnaire et fûmes condamnés à de longues années d'emprisonnement. Le mensonge stalinien est en lambeaux, le stalinisme est démasqué. Pour la quatrième fois depuis une année, notre journal « Bolschewik » fut traduit devant le juge de classe et nous avons pris la responsabilité de ses mots d'ordre ». L'ennemi est dans notre propre pays ! » Même la presse fasciste-bourgeoise ne peut plus taire le communisme révolutionnaire. Nous entrons dans la prison en riant, car nous savons que vous tous relèverez plus haut encore le drapeau que nous ne pouvons plus porter. Camarades !

Vive le « Bolschewik » !

Vivent les « Communistes-révolutionnaires » !

Vive le nouveau parti de classe prolétarien en Autriche !

E bas les opportunistes, les déserteurs qui nous ont trahis !

A bas les réformistes et stalinistes !

A bas la bourgeoisie autrichienne, la police et sa justice fasciste !

L'ennemi est dans notre propre pays ! A bas la guerre impérialiste mondiale !

Nous sommes et restons les soldats de la révolution mondiale, soldats de la IVe Internationale !

Les trotskystes condamnés.

Vienne, en prison, août 1937.

La Guépéou est démasquée

APRÈS L'ASSASSINAT DE REISS (suite de la 1re page)

Jusqu'à hier, la sûreté Nationale avait couvert les agissements de la Guépéou en France (vol de la rue Michelet, affaire Navachine pour ne citer que les affaires où elle était *certainement* mêlée). Dans l'intérêt même de l'alliance franco-russe, la police faisait silence, bien que sa conviction fut établie. C'est pourquoi il y avait peu d'espoir que l'on mit la main sur les assassins de notre camarade Ignace Reiss, tué pour ne pas avoir voulu être, en restant plus longtemps dans les rangs de la Guépéou et de la IIIe Internationale, un instrument de la contre-révolution.

Mais des nécessités d'ordre national et international ont amené le gouvernement et sa police à rompre leur tactique de complicité : la nécessité de faire équilibre à la « répression » contre les menées des agents franquistes d'une part, la volonté d'autre part de faire entendre à Staline-Litvinov que l'impérialisme français n'entend pas, sur le plan international, se laisser forcer la main par les attitudes « énergiques » de la diplomatie « soviétique », tels nous semblent être les motifs essentiels qui ont amené la Sûreté à découvrir quelques-uns des assassins de Reiss.

Entendons-nous bien : au fond, la bourgeoisie française est d'accord avec Staline pour l'assassinat des révolutionnaires, comme elle est d'accord avec Franco pour le maintien autoritaire du capitalisme en Espagne. Seulement, elle a établi un plan de contre-offensive nationale et internationale, qu'elle entend suivre, dans lequel Franco et Staline ont, à des degrés différents, leur rôle à jouer. Les excès de zèle de l'un et de l'autre (attentats de Brest, ou note à l'Italie avant les accords de Nyon), obligent la bourgeoisie à rappeler à l'ordre ses serviteurs. L'arrestation des agents de la Guépéou est un rappel à l'ordre.

⁂

Voyons maintenant les faits. Le « Journal » et le « Petit Parisien » du 3 publient des précisions sur l'assassinat de Reiss et ses assassin. Soulignon que ces articles ne sont pas sympathique au révolutionnaire Reiss, traité de « tueur », bien qu'une note du Bureau de la IVe Internationale à la presse, ait parfaitement précisé que Reiss, haut fonctionnaire de l'I. C. avait rompu avec la IIIe Internationale pour protester contre l'assassinat de Zinoviev, Kameniev, Piatakov, etc. Le « Populaire » publie un article très diplomatique, incompréhensible p ur les non-initiés. « Paris-Soir », par souci du fait-divers, donne un bon récit, où, pour une fois, il se rapproche de la réalité. Les journaux du 4 sont muets à nouveau. Seule l' « Humanité » essaye d'insinuer que les individus arrêtés sont des agents de la Gestapo.

Or, cela est bien facile à vérifier. Les trois personnages arrêtés sont : Dimitri Smirensky, né le 24 octobre 1897 en Russie demeurant à Paris, 28, rue Lacretelle, sous le nom de Maurice Rollin.

Pierre-Louis Ducomet, né le 18 janvier 1902, exerçant la profession de photographe, 63, rue Daguerre.

Renate Steiner, née le 7 avril 1908, en Suisse, habitant à Paris 322, rue Saint-Jacques.

Enfin, on recherche :

Nadine Koudratiew, né en 1903 en Russie, habitant à Paris, a séjourné récemment en Haute-Savoie ; Gertrud Schildbach, Pierre Schwarzimburg ; un certain Andréi, et un certain Rossi, hauts fonctionnaires du Guépéou à Paris. Or nous pouvons affirmer ceci : il est probable que parmi ces 8 personnes, un certain nombre ont milité dans le P. C. français. Un certain nombre de domiciles sont donnés ; le « Journal » et le « Petit Parisien », du 3 octobre, ont publié des photos. Tous ceux qui veulent que cessent les mœurs du gangstérisme dans le mouvement ouvrier doivent se livrer à une enquête sur tous les gens sur lesquels pèsent le plus léger indice ou le plus léger soupçon et nous faire part de leurs enquêtes. Les militants du XIVe et du XVe arrondissement de Paris en particulier doivent pouvoir recueillir d'utiles renseignements. Rappelons pour orienter ces recherches que le crime a eu lieu le 4 septembre et que depuis deux mois la Guépéou pistait Reiss.

Lorsque "LA VIE DEVIENT PLUS BELLE"

Bilan d'un mois de répression en U.R.S.S.

Nous publions ci-dessous les données rendues publiques, sur la répression contre les « ennemis du peuple », c'est-à-dire, contre les adversaires de la tyrannie stalinienne pendant le mois de septembre.

Exécutions

A Léningrad : 2 employées d'une colonie enfantine ; 8 « saboteurs de droite » de kolkhozes du district Krasnogvardeiski ; 7 «saboteurs de droite» de kolkhozes dans le district de Pskov; 15 « saboteurs » du groupe d'industries chimiques d'Okhta ; 10 fonctionnaires du réseau d'énergie électrique.

En Extrême-Orient :

A Vladivostok : 20 employés des chemins de fer.

A Vorochilov : 20 employés des chemins de fer.

A Irkoutsk : 32 employés des chemins de fer.

En Géorgie : 7 hauts fonctionnaires du parti, de l'Etat et de l'économie de la région de Signakh.

En Adjaristan : 8 dirigeants et hauts fonctionnaires de la république autonome, dont : Lordkipanidzé, ancien président du C.E.C., son suppléant Ramichvili, le commissaire à l'Agriculture Meghelidzé, etc.

A Rostov : 3 « saboteurs de sovkhozes » ; 6 « saboteurs de kolkhozes ».

Soit *au total* 130 EXECUTIONS rendues publiques.

Il est presque probable que ces données ne comprennent pas toutes les condamnations à mort dans les diverses régions de l'U.R.S.S. ; remarquons d'ailleurs que seule la presse de province publie les informations de ce genre.

Arrestations

Abdoullah Rakhimbaëv, président du conseil des commissaires du peuple de la République Soviétique du Tadjikistan.

(Le président du Comité Exécutif Central du Tadjikistan Chotemor, ainsi que le vice-président du conseil des commissaires du peuple, Kaktynj, avaient été « démasqués » encore au mois d'août.)

Chirinov, commissaire du peuple à l'Agriculture du Tadjikistan.

Paxlov, dirigeant de la section de l'Agriculture au C. C. du parti du Tadjikistan.

La « Pravda » denonce également comme « nationalistes bourgeois » les commissaires du peuple Kourbanov, Abdoullaïev, Azimdjanov, Massaïdov.

Ikramov, premier secrétaire du C. C. de la République de l'Uzbekistan.

Zekher, secrétaire du C. C. du parti de la République.

Tadjiev, président du soviet municipal de Tachkent (Uzbekistan).

Daoutov, vice-président du conseil des commissaires du peuple de la Bachkirie

Askhadoulline, commissaire du peuple de la Bachkirie.

Bazaron, commissaire du peuple aux Finances de la Bouriat-Mongolie.

Baltouev, commissaire du peuple au Commerce de la Bouriat-Mongolie.

Issakeev, président du conseil des commissaires du peuple de la République Kirghize.

Essenamanov, commissaire du peuple à l'Agriculture de la République Kirghize.

Aïltchinov, secrétaire du Comiété Exécutif Central de la République Kirghize.

Maurer, secrétaire du Comité Régional du parti de l'Ossetie du Nord.

Arkhipov, président du Comité Exécutif Central de Karélie.

Bouchouïev, président du conseil des commissaires du peuple.

Foline, commissaire du peuple à la Justice.

Irklis, secrétaire du C. C. du parti de Karélie.

Volkovitch, président du conseil des commissaires du peuple de la Russie-Blanche (ayant remplacé, il y a deux mois, à ce poste, Goloded, « suicidé pour des raisons de famille » au moment de la grande épuration en Russie-Blanche).

On remarquera que ces dernières semaines les « ennemis du peuple démasqués » l'ont été principalement dans les rangs de ceux que la presse soviétique appelle pour varier : les « nationalistes bourgeois vendus aur puissances étrangères ». Nous avons dû, faute de place citer uniquement les destitutions les plus marquantes.

NOS BONNES PAGES

Contribution à la biographie du "jeune chef"

...QUAND MAURICE THOREZ ETAIT "TROTSKYSTE"...

Maurice Thorez publie sa biographie. On lira ci-après des lettres de Maurice, qui ne figureront certainement pas dans la narration à l'eau de roses du « jeune chef ».

Lettres de Maurice Thorez à Boris Souvarine, ex-membre du comité central du Parti communiste français à l'époque en désaccord avec Staline et partisan de Trotsky.

(Reproduites dans une lettre de B. Souvarine à l'*Humanité* publiée par *La République* du 15 septembre 1937.)

Maurice Thorez,
50, rue Michelet,
Béthune
En tournée, le 11 avril 1924.

Mon cher camarade,

*Récemment une note parue dans l'*Humanité *déclarait que seuls les membres du C. D. pourraient signer les thèses insérées successivement dans le journal.*

Je ne sais si cette qualité de « membre du C. D. » s'applique aux suppléants de province. Dans l'affirmative, je suis résolu à mettre mon nom à côté des camarades qui approuvent ta thèse. Je n'ai pas besoin d'expliquer longuement les motifs de ma détermination. J'approuve ton attitude vis-à-vis de la question russe. Je soutiens ton opinion sur la nature artificielle d'une crise française.

Je me refuse à admettre comme une seule et même « vague de menchevisme » des manifestations diverses d'opportunisme au sein de quelques sections de l'Internationale.

Je considère comme arbitraires les classifications « droite, centre et gauche », appliquées à des militants et à des opinions, sans autres explications. Je n'admets pas que l'on discute, rédige, rediscute et ratiocine sur des textes et des discours, déplaçant des virgules, dénaturant les pensées.

Je n'accepte pas que l'on puisse, avec des phrases et des mots vides de sens, causer d'optimisme, de bolchevisation, etc., et que l'on dénonce comme pessimisme ce qui n'est qu'un appel à la raison, à l'étude, au travail.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres, que tu comprends sans qu'il me soit nécessaire d'écrire un cahier, j'ai voté contre *dimanche et je te prie de me considérer comme solidaire des idées que tu as émises à la conférence.*

Fraternellement.

THOREZ.

⁂

Maurice Thorez,
50, rue Michelet,
Béthune
Le 2 mai 1924.

Mon cher camarade,

*J'avais lu la résolution de la Seine-Inférieure dans l'*Huma, *lorsque Bruyère m'a écrit de Rouen.*

Je n'ai pas été étonné par la « décision » du C. D. insérée le lendemain. Cependant, il n'y aura pas de Congrès fédéral du P.-de-C. Une C. E. se réunira le 18 mai, et qui se ralliera probablement à la résolution de la Seine-Inférieure.

Toutes nos sections continuent à « ignorer » non seulement le problème, mais aussi les positions prises par certains sur le problème. Un cercle très restreint de militants essaie de s'y retrouver et la plupart sont d'accord que « Trotsky » n'est pas un menchevik, et que les véritables droitiers ne sont pas ceux que l'on place actuellement à la déoite du parti.

En ce qui me concerne, j'avais placé jusqu'ici 20 bulletins chaque semaine. J'en ai depuis 1 mois un stock qui grossira, puisque je me refuse à répandre une prose inepte qui donne une piètre idée de ce que serait notre parti demain, si ceux qui le sabotent dans son travail actuel devaient en conserver longtemps la direction.

Fraternellement.

THOREZ.

⁂

Maurice Thorez,
50, rue Michelet,
Béthune
Le 25 mars 1934.

Au camarade Souvarine

Mon cher camarade,

Il est inutile de faire de longues lettres. J'approuve ton projet de création d'une revue communiste et je t'envoie ci-joint un mandat de 40 francs pour un abonnement à 20 numéros. Je ne suis pas très riche en ce moment, mais j'essaierai un nouvel effort dès que possible.

Fraternellement.

THOREZ.

♣

Maurice Thorez,
50, rue Michelet,
Béthune
le 15 avril 1924.

Mon cher camarade,

Tu voudra bien te servir de ma modeste souscription pour l'édition de la brochure de Trotsky. Je profite pour t'assurer à nouveau de ma complète solidarité tant en ce qui concerne la situation du Parti Communiste français que dans ce qui intéresse la « crise » internationale.

Fraternellement.

THOREZ.

♣

Voudrais?tu me répondre en ce qui concerne la position juste que pourrait prendre ma fédération ?

THOREZ.

LA POLITIQUE SYNDICALE

Au sujet de l'enquête sur la production demandée par la C. G. T.

Accepter de participer à l'Enquête est une Duperie !...

déclare la Fédération des Employés de la C. G. T.

LE patronat veut absolument augmenter son profit capitaliste. C'est pourquoi il ne peut accepter que l'enquête sur la production se poursuive autrement que sur la base des renseignements « fournis par les entreprises », c'est-à-dire par les patrons eux-mêmes.

Or, mercredi 29 septembre 1937, au 12e Comité de l'enquête, les représentants de la Fédération nationale des syndicats d'employés de notre C.G.T. « ont affirmé le droit de se procurer des renseignements et de les produire devant le Comité. »

Mais la délégation patronale s'y est opposé. Elle a exigé de n'admettre « comme chiffres de discussions que ceux donnés par les entreprises » et d'écarter « par avance, ceux donnés par les organisations syndicales : les chiffres obtenus par celles-ci ne pouvant être que le résultat de la violation du secret professionnel. »

Et le communiqué de la Fédération des Employés ajoute : « Le président dudit comité, admettant pareille façon de voir, la délégation ouvrière déclara que, dans ces conditions, accepter de participer à l'enquête était une duperie... »

Très juste. Aussi les travailleurs en tirent les conclusions que Capocci, secrétaire de ladite Fédération, vieux réformiste, n'a pas indiquées :

« Pour cacher la fraude aux yeux du peuple, il y a un moyen magnifique qui s'appelle LE SECRET PROFESSIONNEL. C'est un mensonge monstrueux. La loi sur les ententes industrielles, de Flandin, démontre que les capitalistes n'ont plus de secrets entre eux. Le soi-disant secret du commerce n'est pas autre chose que la conspiration des gros capitalistes contre les producteurs et les consommateurs. L'abolition du secret commercial doit être la première revendication du prolétariat qui se prépare à diriger l'économie nationale » *avait déclaré dans son discours le délégué de l'Union départementale des Syndicats confédérés de l'Isère au Comité Confédéral National de la C.G.T. des 18 et 19 mars 1935.*

TELLE est la conclusion qu'aurait dû tirer la délégation ouvrière de son expérience de participation au 12e Comité de l'enquête sur la production.

De plus, que se passe-t-il, dans les autres comités de l'enquête sur la production ?

Pourquoi les délégations ouvrières acceptent-elles de participer à la duperie dénoncée par la Fédération des Employés ?

Pourquoi ne donnent-elles aucun compte rendu détaillé de leur activité au sein de ces comités ?

Pourquoi la C.G.T. se tait-elle sur cette enquête ?

Que se trouve-t-il contre la classe ouvrière, sous le couvert de cette enquête sur la production avec laquelle participent des représentants de nos organisations syndicales ?

Les travailleurs ont le droit et le devoir d'exiger des réponses à toutes ces questions :

CAR LA CLASSE OUVRIERE EST INQUIETE, ELLE N'OUBLIE PAS QUE LE PRESIDENT DU CONSEIL CHAUTEMPS, AVOCAT CELEBRE, A DECLARE, LE 28 SEPTEMBRE 1937, DANS UNE ALLOCUTION PRONONCEE AU SUJET DE L'ENQUETE SUR LA PRODUCTION :

S'il est démontré qu'une industrie a des commandes auxquelles elle ne peut satisfaire, faute de main-d'œuvre suffisante, il faudra bien trouver cette main d'œuvre, soit par de nouveaux embauchages, soit par un aménagement des conditions d'application des 40 heures.

Un « aménagement »... Ça ne dit rien de bon.

Et Léon Blum, dans son discours de Roubaix, ne déclarait-il pas :

« Le jour où il sera établi que le mode d'application des 40 heures ne répond pas aux nécessités particulières de certaines catégories de la production, je ne doute pas que, les corrections convenables pourraient y être apportées en plein accord avec les organisations ouvrières.

« Corrections convenables »..., voyez-vous çà, camarades ?

Naturellement, à la suite des paroles de Léon Blum, le journal du Comité des Forges, L'Usine *(n° 38, du 23-9-37), peut écrire :*

On peut donc déduire de ces paroles que des assouplissements à la formule rigide de la loi des 40 heures pourraient être apportés, sous forme de crédits d'heures supplémentaires, par exemple dans les fabrications qui ne suffisent pas au besoin.

« Assouplissements »..., « crédits d'heures supplémentaires », on appâte les ouvriers. Mais ceux-ci ne se laisseront pas gruger...

L'Usine *ajoute même* (n° 39, 30-9-37) :

Il s'agit uniquement de « roder » l'application de la loi afin de permettre le rendement optimum, tout comme pour un moteur. Sur ce point, tout le monde devrait être d'accord.

« Roder..., tout comme pour un moteur »... dont les ouvriers constituent l'essentiel. Gentil, hein, camarades !

Ce qui n'empêche pas L'Usine *d'écrire (même numéro, même article) :*

Puisque la C.G.T. se déclare en faveur d'une production intensive, ne vaut il pas mieux examiner comment la loi pourrait fonctionner pour permettre d'obtenir le meilleur rendement dans le cadre de la loi.

Quelle souplesse... pour l'assouplissement des 40 heures !

JUSQU'A Maurice Thorez qui, à Gif-sur-Yvette, le 19 septembre 1937, en parlant du respect de la semaine de 40 heures, s'écriait :

Il conviendrait au moins d'attendre les résultats de l'enquête sur la production avant de calomnier la classe ouvrière et de prétendre lui ravir le bénéfice des 40 heures.

Est-ce à dire que les résultats de la duperie dénoncée par les employés, seront admis pour « calomnier la classe ouvrière » et « lui ravir le bénéfice des 40 heures » ?

Non, le prolétariat n'acceptera aucune raison comme valable pour renoncer aux 40 heures intégralement appliquées. Il se prépare à la lutte d'ensemble. Il comprend que toutes ces mises en scène officielles sont de mauvais augure.

Actuellement, des revendications importantes le soude étroitement dans son entier : la défense des 40 heures menacées, les rajustements de salaires, l'échelle mobile, la retraite pour les vieux travailleurs.

LES 40 HEURES un point c'est tout !!

Nous assistons depuis quelque temps à une offensive contre les 40 heures.

Le Ministre Chautemps, soutenu par l'ancienne extrême-gauche, parle de « transformation de la loi de 40 heures » ou bien « d'assouplissement de la loi de 40 heures », etc., etc...

Où veut-on en venir ?

Est-ce qu'on veut nous faire avaler les 45 heures ?

Chautemps et son groupe d'union sacrée, en sont partisans — mais comment faire pour faire digérer cette opération aux ouvriers, le moyen est simple, la retraite pour les vieux.

Nous sommes tous partisans de la retraite pour les vieux travailleurs et nous considérons que cette retraite devrait être assurée par un prélèvement sur le capital, un prélèvement sur le budget de la guerre (20 milliards) et de la police.

Or, nous lisons depuis quelque temps dans les comptes rendus d'assemblées générales, des résolutions qui préconisent une heure de plus par semaine pour alimenter la caisse de retraite des vieux.

Camarades ! attention ! d'ici que nos dirigeants syndicaux nous fassent avaler la pilule d'une heure supplémentaire par jour pour alimenter cette caisse, il n'y a qu'un pas à faire.

Ne veulent-ils pas, en effet, augmenter la production capitaliste ?

Dans les comptes rendus de l'enquête sur la production, on lit tous les jours qu'il faut perfectionner les moyens techniques pour produire davantage, évidemment, les patrons ne peuvent qu'être d'accord avec une telle solution qui, ajoutée aux 45 heures, leur permettra de remplir encore plus leurs coffres-forts.

Que deviennent nos intérêts dans toute cette salade politico-syndicale ?

Perfectionner les moyens techniques de production signifie pour nous, une rationalisation du travail plus grande et des conditions de travail plus mauvaises, car il ne faut pas oublier que plus la rationalisation s'étend sur une grande échelle, plus la condition de vie des travailleurs est difficile.

Il ne faut donc pas que les ouvriers acceptent que l'on touche aux 40 heures sous prétexte de la retraite des vieux. Il ne faut pas qu'ils acceptent davantage de dérogation à cette loi, en faisant des heures supplémentaires, même tiercées, ce qui équivaudrait au sabotage complet des 40 heures, comme ont été sabotés les 48 heures en 1920.

Ouvriers, mandatez vos délégués pour qu'ils exigent de vos syndicats qu'ils organisent des assemblées de responsables qui traiteront de cette question. Bas les pattes devant les 40 heures !

Un délégué d'atelier de la métallurgie de Courbevoie.

dans les boites

RÉAJUSTEMENT DES SALAIRES ! ÉCHELLE MOBILE ! LES 5/8 !

Voilà ce que grondent en serrant les poings les ouvriers d'usines, de chantiers, de bureaux...

Chez les Employés

LA convention collective des grands magasins vient à expiration le 7 décembre 1937.

Les patrons la dénoncent. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Forts de la défaite des Magasins Réunis à Paris, le patronat des grands magasins veut torpiller les réformes essentielles qu'ont obtenues par leur lutte d'ensemble tous les employés.

Camarades de la Fédération des Employés, mandatez vos délégués pour que notre Fédération entende la voix de la base et convoque un congrès de tous les délégués afin d'examiner démocratiquement les modalités de la lutte à entreprendre.

Tous les employés, unis dans le combat contre les patrons affameurs, triompheront et imposeront le renouvellement des conventions collectives en y faisant inclure l'échelle mobile et le maintien des 40 heures en 5/8.

Chez les Métallos

On a égaré nos 12 p. 100.

SI beaucoup de bourgeois aiment les courses de lévriers pour leur rapidité, leurs valets désignés comme surarbitres sont certainement partisans d'organiser des courses d'escargots, car on peut dire qu'en suivant la procédure arbitrale, nous avons une chance de toucher un morceau de nos 12 % en 1938.

Est-ce que cette comédie va durer longtemps ?

Sachez que dans les usines, les métallos s'impatientent, car la vie augmente tous les jours dans des proportions considérables.

A bas l'arbitrage obligatoire !
Application de l'échelle mobile !

Quand les Fonctionnaires s'impatientent...

Ci-dessous copie du tract distribué par le P.O.I. et les J.S.R. au meeting des services publics, mercredi.

Camarades des services publics et concédés, P.T.T., cheminots !

Les revendications particulières à nos métiers respectifs ne doivent jamais masquer nos revendications essentielles et communes : échelle mobile des traitements à revaloriser ! Les 40 heures par les 5/8 pour tous ! Titularisation de tous les auxiliaires !

IL faut substituer l'échelle mobile des traitements après revalorisation à l'indemnité, même mobile, de vie chère parce que celle-ci sera d'ici peu à nouveau insuffisante et aussi parce qu'elle n'augmente pas les retraites *que nous voulons elles-aussi déterminées par le coût de la vie; pour la même raison, il faut lutter pour le relèvement du traitement de base.*

Tous ensemble, arrachons les 5/8 pour tous, *sinon ce sera bientôt pour ceux qui ont les 40 heures la journée de travail allongée sous prétexte d'intérêt général, d'économies et autres balivernes patriotardes !*

Il faut lutter pour A travail égal : situation égale; *ainsi nous unifions les efforts des titulaires et des auxiliaires, des femmes et des hommes, des jeunes et des adultes.*

Au moment où le gouvernement interdit les occupations d'usines, montrant ainsi qu'il défend les intérêts du patronat, souvenons-nous que c'est par la grève et l'occupation des entreprises *que la classe ouvrière en* juin 1936, *a vaincu et imposé les lois sociales.*

Nous n'arracherons nos revendications essentielles qu'en suivant cet exemple.

Pas de mouvements isolés voués à l'échec et à la répression inutile mais, pour l'échelle mobile, les 5/8, les auxis titularisés, contre la guerre *et pour prendre l'argent dans le budget de guerre civile et militaire de Schneider, de Wendel, Rist Finaly Mercier et C°.*

Contre le fascisme *par l'expropriation des trusts qui le financent; pour la dissolution des ligues fascistes par la* Milice ouvrière *et les* Comités d'ouvriers paysans, soldats.

Exigeons de notre Cartel confédéré des S.P., de nos Fédérations :

La grève générale, *comme celle de nos frères des usines et des bureaux en juin* 1936 !

Adhérez *au Parti Ouvrier Internationaliste (S.F.A.I), aux Jeunesses Socialistes Révolutionnaires,* 15, *passage Dubail, Paris* (10e)

Lisez chaque semaine « La Lutte Ouvrière »

A la Fédération des Techniciens

L'HUMANITÉ du 30 septembre 1937 publiait une résolution de la section des Techniciens de Citroën-Clichy, sous un titre qui prêtait intentionnellement à confusion, faisant croire qu'il s'agissait d'une résolution concernant toutes les usines Citroën.

Soulignons le procédé et en même temps la manifestation diserte que l'Humanité *dans sa « page ouvrière » n'est pas au service des ouvriers mais au service du parti communiste dans les syndicats.*

La résolution des quelques techniciens de Citroën-Clichy, attaque l'orientation de la Fédération des Techniciens contre l'arbitrage obligatoire, pour l'occupation des usines et pour l'élargissement des conflits et indique qu'il n'est pas permis à la Fédération des Techniciens d'avoir des divergences avec la Fédération des Métaux. La question est ainsi posée au fond sur l'orientation. Contre toute démocratie *le parti communiste ne veut pas partager le pouvoir dans les usines et pour cela il faut absolument que les voix divergentes soient jugulées.*

Au moment où le mot d'ordre de la « France aux Français » est lancé il faut briser ceux qui ne sont pas dans la ligue.

Certains irresponsables veulent détruire la Fédération des Techniciens, et leur journal l'Humanité *fait la propagande de la Confédération des Travailleurs Intellectuels qui abrite des syndicats d'essence patronale (2 octobre 37) ou le syndicat chrétien (4 octobre 37).*

Les ouvriers révolutionnaires, les techniciens et les employés de l'industrie doivent réagir énergiquement dans leurs syndicats contre le torpillage du mouvement syndical revendicatif.

Dans les P.T.T.

LES adhérents de la section du Calvados du syndicat national des agents des P.T.T. réunis le 14 août, à Caen, maison du Peuple, en assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu les exposés faits par leurs militants locaux, considérant:

a) Que le coût de la vie dans le Calvados, région de plages très fréquentées et de stations touristiques, ne cesse de monter;

b) Que les salaires des employés de commerce et des ouvriers de l'industrie privée Caennais ont été et viennent encore d'être revalorisés, compte tenu de l'indice local de cherté de vie ;

c) Que les commerçants de toutes opinions répètent à l'envie que les prix de leurs marchandises (alimentation particulièrement) subiront dans un proche avenir de nouvelles hausses ;

d) Que jusqu'à présent, le bureau syndical dans le journal des P.T.T. n'a pas adopté d'atitude énergique en ce qui concerne le droit à la vie des petits et moyens fonctionnaires des postes ;

e) Que les délégations chez le Ministre et même chez le Président du Conseil, semblent revêtir un caractère protocolaire et procéder d'une méthode purement politique et participationniste n'aboutissant à rien;

« Décident de suspendre le paiement de leurs cotisations jusqu'à ce qu'ils constatent un changement dans l'orientation et la méthode de combat de ceux qu'ils ont placé à la tête de leur groupement, déclarent qu'ils ont assez entendu de discours creux et de polémiques stériles et qu'ils exigent des paroles fortes et des actes;

« Réclament l'institution de l'échelle mobile ou l'octroi immédiat d'une indemnité de cherté de vie qui ne soit pas une aumône dérisoire, ainsi que l'application intégrale de la loi des 40 heures. »

A NICE

Pour faire échec à Doriot

Le dimanche 19, Doriot est venu présider une concentration de ses bandes, à Nice, sous prétexte de Congrès. Ces messieurs du Front Populaire, qui, jadis, appelaient les ouvriers dans la rue contre les fascistes, ont placardé des affiches dans toute la région appelant à venir à la Fête des J. C. au Mont-Boron (après entente avec la préfecture), afin de manifester leur « mépris » à Doriot, l'assassin d'ouvriers.

Mais plusieurs centaines de travailleurs ont refusé de suivre ces directives. Ils se sont mobilisés pour surveiller Doriot et lui riposter si nécessaire. Ils apprennent ainsi à créer et organiser leur auto-défense pour l'action. Le prolétariat niçois sait depuis longtemps ce que la police feint d'apprendre aujourd'hui et que les bandes fascistes sont armées, avec ou sans cagoules, et qu'il faut se préparer à leur riposter.

Les camarades, groupés dans le *Centre de liaison* révolutionnaire viennent de tirer un tract tirant les leçons de cette affaire, dans lequel ils écrivent : « Comme en 1922 en Italie, comme en 1933 en Allemagne, les dirigeants nous appellent au calme. Plus le fascisme s'organise, plus on nous exhorte au calme. La victoire du prolétariat viendra de l'action directe ; elle viendra autant que, pour préparer cette action, nous saurons nous-mêmes tirer les conséquences de nos échecs... Pour dissoudre les ligues factieuses, une seule action : créer les milices ouvrières. Réagissons ! »

Un correspondant.

Nos Enquêtes (2)

La Vérité sur les Bagnes d'Enfants

Nous avons été les seuls dans la presse à donner les véritables causes de la révolte des enfants du bagne d'Aniane. Mais nous avons constaté qu'à la suite de notre article paru dans le dernier numéro de *La Lutte*, M. Alexis Danan, qui avait fait le silence le plus complet sur la question, à son tour a écrit quelques lignes à ce sujet dans *Paris-Soir* et a conclu dans le même sens que nous.

Maintenant que nous avons donné des explications sur le fonctionnement intérieur du bagne d'Aniane, nous devons dire qu'un premier effort avait été tenté pour transformer ces *maisons de correction* en *maisons d'éducation surveillée* qui devaient fonctionner en principe sur des bases nouvelles.

Dans cet article, nous examinerons d'abord quel est la situation des éducateurs et des instructeurs.

MAISON D'EDUCATION SURVEILLEE DE LAMOTTE-BEUVRON (Loir-et-Cher).

Lamotte-Beudron est un pays qui ne se distingue par rien d'autre que sa Maison d'Education Surveillée de St-Maurice où vivent 130 jeunes garçons de 13 à 21 ans.

Ces enfants sont placés sous la surveillance d'un personnel composé de 20 instituteurs « stagiaires » et de quelques instructeurs techniques. Ces jeunes éducateurs recrutés par voie de concours ont commencé tout bouillants d'enthousiasme après un stage en Belgique à leurs frais, le dur et passionnant métier qu'ils avaient choisi.

Des promesses intéressantes leur avaient d'ailleurs été faites.

14.000 frs de salaire fixe de début, plus 3.000 frs supplémentaires d'indemnité, plus 1.000 frs pour le logement, soit au total 18.000 francs par an.

Il leur fallu rapidement déchanter.

Il faut beaucoup d'argent pour assurer la défense militaire du pays, il n'y en a donc plus pour payer ces jeunes gens qui ont dû se contenter pendant 8 MOIS D'ACOMPTES MENSUELS DE 600 FRANCS !

Marc Rucard, alors Garde des Sceaux vint en visite à St-MAURICE au cours du Printemps et après avoir promis aux éducateurs de régulariser leur situation a insisté vivement pour qu'ils ne fassent pas de campagne de presse afin que soit ignorée leur déplorable situation matérielle.

A ce sujet, signalons qu'Alexis DANAN attendu par eux, ne vint pas sur la demande expresse du ministre, puisque Marc Rucard a pu dire que « cette absence ne l'étonnait pas » !

Aucun ministère ne prenant pratiquement la responsabilité des *maisons d'éducation surveillée*, ce n'est qu'après plusieurs demandes d'audience, tant à Marc Rucard qu'à Vincent Auriol que les instructeurs ont obtenu satisfaction par un tout récent décret (30 septembre 37), du Président de la République.

Les instituteurs eux, attendent toujours et plusieurs, découragés, ont démissionné.

Les conditions de vie des instructeurs ne sont pas les mêmes que celles des instituteurs. Les premiers (serruriers, cordonniers, etc...), ont l'avantage de la loi de 40 heures et peuvent loger en ville. Les instituteurs habitent des chambres dépourvues de tout confort et travaillent 10 heures par jour.

Des réunions nombreuses ont lieu entre le personnel technique et le personnel enseignant.

Ils discutent de leurs méthodes pédagogiques nouvelles et tirent la leçon de leurs propres expériences personnelles.

Le Directeur, invité à plusieurs reprises, n'est jamais venu à ces réunions.

Malgré les efforts des instituteurs et des instructeurs pour appliquer de nouvelles méthodes plus humanitaires, pour le relèvement de l'Enfance malheureuse, le Directeur persiste, soutenu en haut lieu, à maintenir les vieux codes existants toujours.

Dans le prochain article, nous verrons que cependant, la méthode employée à St-Maurice est de beaucoup supérieure à celles employées dans les « Bagnes d'enfants » et qu'elle a donné des résultats pratiques appréciables.

DAUMIER.

Vers le 3e Congrès National du P. O. I.

Le Comité Central du P.O.I., réuni le 30 octobre 1937, a maintenu le 3e Congrès National du Parti aux 30, 31 octobre et 1er novembre 1937.

L'ordre du jour portera :

1° Rapport moral et d'activité du Parti;
2° Rapport sur la situation politique en France et aux colonies;
3° Rapport sur la situation internationale, l'Espagne et le mouvement de la IVe Internationale;
4° Rapport sur la question russe.

Cette semaine sont adressés aux cellules et comités régionaux les rapports sur la situation politique en France et aux colonies et sur la question russe. Le rapport sur la situation internationale sera à la disposition de l'organisation la semaine prochaine. Mais dès maintenant le schéma du rapport politique fait à l'Assemblée d'information de la région parisienne du mardi 28 septembre 1937 fournira les éléments à une discussion utile et nourrie sur la situation du monde capitaliste, actuellement.

Chaque membre du Parti, des Jeunesses, ressent toute l'importance politique et organisationnelle de notre 3e Congrès National, bien que nous soyons gênés par le temps relativement court qu'il nous reste pour alimenter une bonne discussion politique.

Cependant les problèmes portés à l'ordre du jour du Congrès ont été souvent débattus dans le Parti pour qu'aussi bien, sur la base d'une expérience sérieuse, la préparation politique du Congrès soit des meilleures.

A cet effet, le Comité Central a décidé l'organisation d'assemblées ou de conférences régionales d'information portant sur les questions à l'ordre du jour du Congrès.

Déjà la région du Midi a tenu le dimanche 3 octobre 1937 **une** Conférence régionale **rassemblant les camarades des Bouches-du-Rhône, du Var, du Vaucluse.**

A Paris aura lieu le dimanche 10 octobre 1937 **une assemblée d'information et de discussion réservée aux membres du Parti et des J.S.R., sur** la question russe. **Puis le** dimanche 24 octobre 1937, **la région parisienne du Parti tiendra une** conférence d'information **et de discussion durant toute la journée.**

Le G.C. a décidé d'inviter également la région lyonnaise à organiser une semblable assemblée pour un des dimanches qui précèdent le congrès. Nous sommes persuadés d'ailleurs que nos militants de cette région sauront répondre à l'invitation puisque cette année ils ont réussi à faire fonctionner régulièrement leur région qui a son bulletin et des conférences régulières de discussion et de travail.

Il nous reste à demander aux camarades des autres régions de province de suivre les exemples du Midi et de la région lyonnaise. Ce sera une tâche importante du Congrès que d'examiner les possibilités d'organisation de régions du Parti partout en province.

Un bulletin intérieur doit sortir cette semaine. D'autres seront publiés avant le Congrès. Il faut donc que les membres du Parti participent à l'élaboration politique collective par l'envoi d'articles de discussion à insérer au Bulletin Intérieur du Parti :

Dès maintenant les camarades de province doivent aussi se préoccuper d'assurer leur représentation au Congrès. Tous connaissent avec quelles difficultés nous sommes obligés de compter pour assurer financièrement l'organisation d'un Congrès national. Nous n'insisterons pas, mais nous pensons que tous les membres du Parti et aussi ses sympathisants feront à ticulier pour faire du 3e Congrès Naticulier pour afire du 3e Congrès National de la Section française de la IVe Internationale, le meilleur Congrès du P.O.I., de l'avant-garde révolutionnaire marxiste du prolétariat de France.

P.-S. — Les camarades sympathisants, les lecteurs de La Lutte Ouvrière qui veulent aider financièrement à l'organisation du 3e Congrès National des bolcheviks-léninistes de France, peuvent adresser leur contribution financière au compte chèque postal du journal mais en précisant l'affectation de l'argent adressé.

LE BUREAU POLITIQUE.

Retenez votre Soirée du 13 NOVEMBRE

En Réponse au "LIBERTAIRE"

"Ne recommencez pas"

Le dernier numéro du « Libertaire » contient une stupéfiante «protestation» de Sébastien Faure. Faure feint d'attribuer aux « trotskystes » les procédés habituels de Raymond Molinier alors qu'il ne peut ignorer que ce dernier a été chassé pour indignité des rangs de la Quatrième Internationale.

Molinier avait, en effet, fait figurer le nom de S. Faure dans une affiche où il escroquait en même temps le nom de la Quatrième Internationale, en vue d'attirer et de tromper des camarades non prévenus.

Mais Sébastien Faure saisit cette occasion pour injurier en termes répugnants celui qu'il ose appeler le « Gallifet russe ». L'article du « théoricien » Freimont ouvrait évidemment la voie à ces ignominies : dans la position responsable adoptée par Léon Trotsky sur les événements de Cronstadt, Freimont décelait une « différenciation de classe ».

Les injures d'un Sébastien Faure n'atteignent pas celui qui, dans la proscription, poursuit l'œuvre de libération du prolétariat qu'il a commencé, il y a vingt ans, aux côtés de Lénine.

Il n'est sans doute pas utile d'essayer d'expliquer à Sébastien Faure ce que c'est qu'un « Galifet », même russe — ou même, pour ne pas remonter en arrière — ce que peuvent être des « Cavaignac » espagnols et l'attitude que ses amis politiques observent envers ces Cavaignacs. Mais en tout cas, les ouvriers révolutionnaires persuaderont le « Libertaire » qu'il ferait mieux de s'abstenir de ces grossièretés indignes qui ne les empêcheront pas de se cerrer les coudes.

NOTRE NOUVELLE AFFICHE

Le Comité central du Parti vient d'éditer une affiche passe-partout format colombier sur la guerre et la situation française, appelant à une réunion publique.

Toutes les cellules doivent la coller et organiser des réunions.

Le prix de l'affiche est le suivant :
Par 10 ex. : 0 fr. 75.
Par 25 ex. : 0 fr. 60.
Par 50 ex. : 0 fr. 50.

Passez les commandes et envoyez-les fonds en spécifiant : **affiche contre la guerre**, à Bardin Alfred, C.C.P. N° 1907-81, Paris.

LE COIN DES JEUNES

UNITÉ DE LUTTE DE LA JEUNESSE TRAVAILLEUSE CONTRE LA GUERRE ET CONTRE LES DEUX ANS

La J. S. R. appelle à la lutte toutes les organisations prolétariennes des Jeunes.

Aujourd'hui où des foyers de guerre mondiale sont allumés un peu partout, il n'y a pas un jeune travailleur qui ne soit angoissé à l'approche du massacre et qui ne cherche un moyen de l'éviter. La Jeunesse Socialiste Révolutionnaire qui lutte depuis sa formation contre les préparatifs de guerre de la bourgeoisie française et contre l'état-major — meilleur soutien de l'impérialisme — se devait encore une fois de lancer un appel à toute la jeunesse ouvrière et à ses organisations pour la lutte commune contre la guerre. C'est une campagne inlassable qu'elle entreprend. Elle ne se laissera décourager par aucun refus, par aucune calomnie, par aucune lâcheté.

Au sommet et à la base des organisations, parmi la jeunesse exploitée des villes et de la campagne, la J.S.R. luttera pour rassembler les jeunes dans la lutte. Le premier objectif est de dresser ainsi tous les travailleurs contre les 2 ans dont l'acceptation signifie l'acceptation de la guerre par les ouvriers révolutionnaires, l'acceptation de défendre les privilèges de la bourgeoisie française et du capitalisme mondial.

Voilà pourquoi le Comité Central de la J. S. R. a fait connaître cette lettre aux J. S. et J. C. de la Région parisienne et à leur organismes centraux :

Paris le 2 octobre 1937.

Au C. C. des Jeunesses Communistes,
A la Région Parisienne de J. C.,
Au C.N.M. des Jeunesses socialistes,
A la C. E. des J. S. de la Seine,

Camarades,

Au moment où la guerre menace de toutes parts, le devoir de toutes les organisations ouvrières de la jeunesse est de s'unir pour la lutte commune contre les mesures qui la préparent.

Aussi, à notre connaissance, toutes les organisations ouvrières de jeunes sont-elles pour l'abrogation de la Loi de 2 ans, et les jeunes travailleurs de toutes tendances, communistes, socialistes, socialistes révolutionnnaires, anarchistes, sont dressés contre les 2 ans.

Etant donné cette situation, la jeunesse socialiste révolutionnaire s'adressant à toutes les organisations de la jeunesse ouvrière, leur propose de réaliser l'unité d'action contre les deux ans et la guerre. Dans ce front unique, nulle organisation n'abandonnera ni ses principes, ni son programme, ni son drapeau, la seule condition est la lutte commune, effective et sincère pour la réalisation du vœu le plus cher aux jeunes travailleurs : l'abrogation des 2 *ans*.

Notre délégation se tient à votre disposition pour envisager les moyens pratiques de réalisation de cet objectif et en particulier pour amorcer une campagne de réunions communes contre les 2 *ans*.

CAMARADES !

Avant de répondre à notre délégation, nous vous demandons d'accorder une pensée aux 400.000 jeunes travailleurs sous l'uniforme qui attendent avec impatience, la réduction du service militaire.

Salut révolutionnaire.

Le Comité Central des J. S. R.

Le Gérant : AIACHE

Imprimerie "La Renaissance"
11, Rue de Tanger, Paris-19e

PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE
Région Parisienne

Dimanche 10 Octobre
à 14 heures 30
44, Rue des Archives, 44
Salle de l'Homme Armé

Gd Assemblée d'Information
suivie de discussions

SUJET TRAITÉ :
LA QUESTION RUSSE

Rapporteurs : NAVILLE de CRAIPEAU
Membre du Comité Central du P.O.I.

Vous devez soutenir LA LUTTE !

Nous avions annoncé que le prix de **La Lutte** serait augmenté par suite de la hausse considérable des frais d'imprimerie.

Lors de sa dernière réunion le **Bureau Politique** du Parti a différé cette augmentation jusqu'au Congrès du Parti qui se tiendra au début de novembre.

En effet, la question est en discussion dans les cellules. Il en est de même pour la reparution hebdomadaire qui n'aura lieu qu'après le Congrès.

⁂

NOTE IMPORTANTE

Pour éviter les erreurs de transmissions de fonds pour **LA LUTTE** n'employez que le compte-chèque postal de Bardin Alfred n. 1907-81, Paris.

⁂

JOURNEES DE TRAVAIL

Chaque cellule de la région parisienne doit transmettre ce mois-ci les journées de salaires mensuels de chacun de ses membres.

Les cellules de province doivent faire les mêmes efforts que leurs camarades de Paris.

SOUSCRIPTIONS

Un ouvrier de Clamart	10 »
H. B. 20e	28 »
Cellule du 13e (Marthe)	100 »
Cellule de Sceaux	170 »
Cellule du 15e	35 »
X	5 »
Un sympathisant de St-Mandé	10 »
Un sympathisant de Lille	20 »
De Béar	20 »
Un sympathisant de eBlley	30 »
Praux, Paris	50 »
Sympathisant de Clamart	10 »
Marcelle du 13e	200 »
Ralf	30 »
De Georges	4 »
De Vierni	150 »
De Marrakech	45 »
De Leclair (18e)	10 »
De Saïgon	30 »
Cellule du 20e	15 »
H.	20 »
Francette du 20e	15 »
Un Cheminot	5 »
Groupe indochinois, Marseille	15 »
G... (17e)	50 »
Total de la quinzaine	1.107 »
Total général	2.856 fr.

A l'Assemblée d'Informations des Bolchévicks-Léninistes de la région parisienne, le rapporteur déclare :

"Le Pays est actuellement mûr pour la mobilisation et la guerre"

"Il faut que chaque camarade ait conscience qu'il est membre de la seule organisation révolutionnaire conséquente et sérieuse qui existe en France désormais !"

Mardi 26 septembre se tenait dans la Salle de l'Homme Armé l'Assemblée d'information de la région parisienne des bolchevicks-léninistes.

Le camarade ROUSSET, au nom du Comité central du P. O. I. développa le rapport sur la situation internationale et marqua fortement l'accentuation des dangers de guerre.

ROUSSET dans la première partie de son rapport examina avec des chiffres et des précisions quel est à l'heure actuelle, l'aspect de l'économie mondiale, en spécifiant que nous sommes au point culminant de l'essor économique. En effet la production industrielle au cours du 1er semestre 1937 a dans une grande mesure atteint le niveau d'avant-guerre.

D'autre part, une autre caractéristique de cette dernière période est la pénurie en matières premières avec son correspondant, une lutte très vive pour obtenir les sources de matières premières.

Un autre correspondant fait ressortir aussi l'aspect artificiel du dernier essor économique. Malgré la phase de prospérité et le développement numérique des armées, le chômage demeure chronique et massif.

En outre, c'est un fait que les mesures de protectionnisme ne se sont pour ainsi dire pas atténuées.

L'orateur conclut la première partie de son exposé en déclarant qu'en réalité, nous allons très rapidement à une nouvelle crise économique mondiale. Dans cette perspective, il s'avère que la France n'a pas pu, arrivée la dernière dans la crise, profiter du nouvel essor et qu'elle entrera dans la prochaine crise mondiale avec une situation intérieure économique infériorisée et aggravée.

Ne pouvant donner in-extenso le rapport de ROUSSET, nous nous bornerons à insérer quelques extraits, marquant sur chaque point particulier la position du Comité Central du Parti.

De 1933 à 1936

Cette période se caractérise essentiellement par l'effondrement du système Versaillais en Europe avec l'avènement du fascisme en Allemagne; par des tentatives de regroupement poursuivies de part et d'autres ; par des moments de tension extrêmement forte comme au lendemain de l'assassinat de Dolfuss, suivies de détentes provoquées par l'extrême complexité des intérêts en présence et l'absence de toute base minimum commune pour la formation de blocs d'alliances à peu près stables.

Cette période s'ouvre d'une part en 1933 à la Conférence économique de Londres par les déclaration de Hugenberg développant le plan allemand d'un bloc entre les impérialismes en vue du renversement du pouvoir soviétique et de la colonisation de l'U. R. S. S., d'autre par la conclusion d'un pacte de non-agression soviéto-roumain qui préfigure le pacte franco-russe.

L'orateur montre que la chute de l'organisation versaillaise de l'Europe se marque par l'effondrement de la social-démocratie allemande, autrichienne, ainsi qu'un ébranlement des alliances françaises en Europe Centrale.

La Pologne flirte avec l'Allemagne. Hitler va à Venise jeter les bases d'un rapprochement italo-allemand. Au début de 1936, c'est la réoccupation de la zone Rhénane, le limogeage de Titulesco en Roumanie, le voyage de Goering en Yougoslavie, le voyage de Goebels en Grèce où l'on assiste au coup d'état de Métaxas, ce qui marque une nouvelle influence italo-allemande.

D'autre part le docteur Schacht fait deux voyages dans les Balkans.

Sur l'autre axe, c'est le traité franco-russe préparé par les voyages d'Herriot et de Pierre Cot.

Par contre la guerre d'Ethiopie amène une tension très forte entre l'Italie et l'Angleterre. :

Le système versaillais est détruit et l'influence française s'affaiblit de plus en plus en Europe.

La Conférence navale de Londres en été 1936 qui réunit les Etats-Unis, la France et l'Angleterre mais où refuse de participer le Japon et l'Italie marque le début de la Course aux armements.

En conclusion, TOUTE CETTE PERIODE EST CARACTERISEE PAR DE GRANDES TENSIONS DIPLOMATIQUES ET UNE AGITATION FIEVREUSE DES CHANCELLERIES SE MARQUE PAR UN NOUVEL ESSOR DU MOUVEMENT OUVRIER DANS LE MONDE QUI COMMENCE PAR L'INSURRECTION VIENNOISE ET ASTURIENNE PASSE PAR LES LUTTES D'ENVERGURE AUX ETATS-UNIS, LES GREVES DE JUIN EN FRANCE ET QUI A VU SON POINT CULMINANT DANS LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE.

De 1936 aux accords de Nyon

Les relations germano-italiennes entrent dans une voie décisive qui conduit directement à une alliance beaucoup plus sérieuse :

En réalité, la question se pose maintenant d'achever le bloc d'alliance par un pacte danubien entre l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie et la Yougoslavie amenant la dislocation de la Petite Entente et un renforcement de l'axe Rome-Berlin.

Le bloc Rome-Berlin s'est accompagné des premiers actes de guerre : la piraterie en Méditerrannée.

Au lendemain de ces événements, nous avons la CONFERENCE DE NYON dont l'importance s'avère considérable.

Cette période a d'ailleurs été inaugurée par le plan militaire britannique de 4 ans et qui se chiffre à 150 millards.

La Conférence de Nyon, c'est en réalité un pacte militaire étroit entre la France et l'Angleterre. Le contact franco-anglais ne se borne pas simplement à une collaboration navale, mais il s'étend au domaine aérien de façon à fournir des facilités en ce qui concerne non seulement les forts, mais aussi les aérodromes.

Dans la voie de la préparation à la guerre, les accords de Nyon ont une importance considérable.

En face de cela, nous assistons à la rencontre Mussolini-Hitler. Il a été question à Berlin du bloc danubien et du ressèrement des accords sur ce plan :

Dans ce sens, cela signifie probablement la décision d'une nouvelle offensive en Espagne, l'occupation si possible de Madrid, ce qui renverserait à nouveau les rapports de force en Méditerrannée.

En résumé, cette période se caractérise donc par la formation de deux blocs d'alliance, par une série de tensions extrêmes auxquelles succèdent des recules du bloc franco-anglais qui n'amène aucune détente, mais une offensive redoublée du bloc germano-italien.

CELA SIGNIFIE FORMELLEMENT QUE NOUS SOMMES ENTRES DANS UNE VOIE DECISIVE DE LA PREPARATION A LA GUERRE OU LE CONFLIT EST PRATIQUEMENT A L'ORDRE DU JOUR.

Le Pays actuellement est mûr pour la mobilisation

Le camarade ROUSSET poursuit son exposé ainsi :

La période de tension entre les différents impérialismes en Europe et dans le monde, l'état permanent de guerre ont coïncidé avec le renouveau de l'activité révolutionnaire au cours de ces 3 dernières années sur le plan mondial.

Toutefois, nous pouvons dire que même si de grands impérialismes comme la France et l'Angleterre entraient dans un nouveau conflit, ils le feraient sans aucun profit et même s'ils en sortaient victorieux, ils seraient considérablement affaiblis.

C'est ce qui explique en partie l'attitude louvoyante de l'Empire anglais au cours de ces dernières années, en particulier au moment du conflit Ethiopien, de la guerre d'Espagne, etc...

Mais cependant, un fait est déterminant :

EN FRANCE, ON NE PEUT ALLER PLUS LOIN QUE LES PARTIS OUVRIERS SONT ALLES DANS LA PROPAGANDE CHAUVINE ET MILITARISTE.

LA SITUATION ACTUELLE EST DONC ON NE PEU PLUS FAVORABLE AU DECLANCHEMENT DU CONFLIT ET A LA MOBILISATION GENERALE QUI S'OPERERAIT DANS DES CONDITIONS REMARQUABLES DU POINT DE VUE DE L'ETAT-MAJOR ET DU CAPITALISME :

Mais si justement pour toutes ces raisons des reculs et des attentes se prolongeaient par trop, on assisterait alors à un renversement des rapports de forces et à un nouvel accent sur le plan de la lutte des classes.

Nul doute, le sort du prolétariat international le recul de la guerre sera déterminé par le développement du mouvement révolutionnaire et avant tout par la progression des partisans de la 4e Internationale, non seulement en France, mais dans tous les pays du monde.

La Guerre Sino-Japonaise

Le rapporteur en arrive maintenant à la guerre en Chine et déclare, que c'est le Japon qui la prépara systématiquement. ,

Le résultat des élections générales au Japon est d'une clarté suggestive. Il s'agissait de savoir si le pays voulait oui ou non la guerre.

Les partis d'opposition remportèrent un triomphe extraordinaire sur le gouvernement des militaires.

Ils obtiennent 566 sièges à *la Diète* contre 354 précédemment avec 7 millions de votants. L'extrême gauche remporte 37 sièges et 1 million de voix. Le parti gouvernemental a 29 sièges et... 900.000 voix !

Les militaires manœuvrent, font des compromis pour gagner du temps, passent des accords économiques avec Nankin, afin de prouver au pays que cette politique se traduit par une faillite. Le cabinet japonais s'est donc engagé dans la guerre.

L'importance exceptionnelle, c'est qu'il s'agit là d'un conflit qui intéresse la Russie et l'Amérique où les grands impérialismes occidentaux se trouvent mêlés.

La lutte est dure autour de Shangaï parce que la majorité des intérêts occidentaux s'y trouvent représentés. 70 % des douanes et impôts perçus en Chine viennent de Shangaï.

L'orateur poursuit en montrant par des exemples et des chiffres quels sont les buts poursuivis par le Japon depuis 1932 en particulier jusqu'à maintenant et il conclut cette partie du rapport ainsi :

La Chine est un pays semi-colonial qui n'a pas les caractères d'organisation capitaliste ou prolétarien.

Notre position est donc la même que devant un pays colonial aggressé par un impérialisme. Nous combattons Tchan-Kaï-Cheik à fond car il fut le bourreau des révolutionnaires chinois, après la trahison du KOMINTERN qui décida la soumission du P. C. Chinois au Kuomintang en 1926 et de plus, il est l'agent des impérialismes occidentaux.

Mais les bolchevicks-léninistes en Chine luttent également contre le Japon sur le plan militaire en exigeant la liberté de réunions, la formation de comités de soldats, d'ouvriers et de paysans, à l'intérieur de la Chine.

La Question Russe

Le rapporteur en arrive maintenant à la position de notre organisation internationale vis-à-vis de l'Union Soviétique. Il démontre que l'attitude du mouvement pour la 4e Internationale dans le cas d'une guerre ou la Russie se trouverait mêlée est tout à fait logique : « SI L'U. R. S. S. EST ATTAQUEE, NOUS DEVONS APPORTER NOTRE SOUTIEN INCONDITIONNE CAR L'U. R. S. S. EST MALGRE TOUT UN ETAT PROLETARIEN ». Elle n'est pas sous la domination de sociétés capitalistes privées ; quelque soit sa forme politique, un caractère de classe incontestable demeure.

Nous ne nous étendrons pas sur cette partie du rapport de Rousset. Dimanche, une assemblée d'informations réservée spécialement à la question russe, permettra une ample discussion dont nous donnerons un compte rendu dans le prochain numéro.

Doit-on défendre la France contre Hitler

Rousset poursuit ainsi :

Il y a en face du problème de la guerre une importante question : les ouvriers français ont-ils quelque chose à défendre contre Hitler comme le prétendent le « Populaire » et l'« Humanité » ?

La réponse fondamentale à donner est la suivante :

Le conflit de demain n'est pas un conflit entre fascisme et démocratie. Il s'agit d'une nouvelle répartition des matières premières, donc d'un conflit essentiellement impérialiste où les ouvriers n'ont rien à défendre.

Dans la mesure où Hitler représente un secteur de la bourgeoisie internationale, les ouvriers de France ne peuvent l'affaiblir qu'en luttant activement contre la bourgeoisie de leur pays afin d'affaiblir sur un autre secteur la bourgeoisie internationale.

Toute autre position ne peut que renforcer celle-ci au détriment du prolétariat mondial.

QUE FAIRE ?

Rousset conclut son important rapport en dégageant les perspectives immédiates de travail pour l'organisation :

D'abord, arracher le front unique avec toutes les organisations qui luttent contre l'union sacrée même sur une base aussi minime soit-elle.

Ensuite mener une offensive de grande envergure sur tous les plans. Cette offensive doit être nourrie par tous les mots d'ordre que nous lançons sur la lutte économique dans les usines. NOUS DEVONS FAVORISER DANS CE PAYS LE PLUS GRAND NOMBRE DE FACTEURS REVOLUTIONNAIRES ET LES POUSSER AU MAXIMUM.

Enfin, devant leconflit menaçant, il faut creer d'urgence des cadres nouveaux à tous les échelons du parti. Bientôt les camarades les plus connus de notre organisation seront extrêmement gênés dans leur travail révolutionnaire, ils sont déjà épiés, suivis pas à pas par la police bourgeoise et la Guépéou.

Demain *il* sera plus difficile pour eux d'agir en toute liberté.

Tous nos camarades ont et auront une tâche remarquablement lourde et dangereuse à remplir. Nous devons être plus stricts encore, plus précis, plus méthodiques et mettre encore plus d'acharnement dans la réalisation des tâches qui nous sont fixées à tous les échelons par le parti.

IL FAUT QUE CHAQUE CAMARADE AIT PLEINEMENT CONSCIENCE QUE DESORMAIS IL EST MEMBRE DE LA SEULE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE CONSEQUENTE QU'IL Y A DANS LE PAYS. *Notre parti est encore faible par le nombre sans doute, raison de plus pour redoubler d'efforts.*

Si nous ne pouvons et ne savons, dans les semaines et les mois qui viennent, malgré les pires difficultés, nous implanter dans les usines et enrayer la vague chauvine et patriotarde la guerre passera avec toutes ses conséquences.

Après le rapport de Rousset (qui sera édité en brochure et diffusé dans le parti) plusieurs camarades intervinrent dans la discussion. Nous ne pouvons, faute de place, donner le compte rendu des interventions dont celle de Craipeau en particulier, qui prit position contre les conclusions du rapport sur la question russe.